

Bénin Vision 2026 milite pour le maintien de la dynamique Talon

(Un événement soutenu par le président Abdoulaye Bio Tchané)

La Guérite

2.000 F

GUERITE TV

MONDE

Le leader des Web TV

"Quotidien béninois d'information, d'analyse, d'investigation et de publicité" La Guérite N°1087 du mercredi 26 Février 2025
Autorisation N°1048/MISP/DC/SG/DAI/SCC DU 06 Mai 2008 11ième année. Tél.: (00229) 97-26-26-71

Informez plus et autrement

«Ce sont les experts internationaux qui vont faire le travail»

- **Jean-Baptiste Elias dévoile tout le processus**
- **Voici comment les 159 millions seront gérés**
- **La mouvance n'a toujours pas envoyé son représentant**



Le Dgpr Allowanou fait ses premières nominations et affectations

Le département du Zou orphelin de son préfet

LA GUERITE

"Quotidien béninois d'information, d'analyse, d'investigation et de publicité"

Informez plus et autrement

Directeur Général

Jean Eudes DAKIN
Tél/WhatsApp : 97819137

Directeur de Publication

Chamss-Deen BADAROU
Tél/WhatsApp : 00229 97262671

Rédaction

Latifath KOWENOU

Faosiya SEFOU

Amanda E. DACKY

Leobar ADJAÏ

Mathieu K. BOKO

Jacques BOCO

Vincent ZOMAHOUN (Stg)

Secrétaire de rédaction par intérim

Anselme ORICHA

Graphiste

S - Design

GUERITE TV
MONDE

+229 01 52 38 36 38



LIVE

www.gueritetvmonde.bj

ÉMISSION DE CULTURE
GÉNÉRALE

LA JAUGE

LUNDI AU VENDREDI, 11H45-12H45

Testez vos méninges et boostez votre mémoire en direct

Avec

Chamss-Deen **BADAROU**

Comité de pilotage pour l'audit du fichier électoral

«Ce sont les experts internationaux qui vont faire le travail...»

- *Jean-Baptiste Elias dévoile tout le processus*
- *Voici comment les 159 millions seront gérés*
- *La mouvance n'a toujours pas envoyé son représentant*

Anselme ORICHA

Au Bénin, l'audit du fichier électoral, tel que voulu par une partie de l'opposition, suit son cours normal. En conseil des ministres le mercredi 19 février 2025, le gouvernement a autorisé la mise à disposition d'un budget de 159 436 200 FCfa au comité de pilotage de l'audit de l'opération, dirigé par Jean-Baptiste Elias, président du Front des organisations nationales contre la corruption (Fonac). Des détails sur le processus d'audit du fichier électoral et la gestion du fonds.



En effet, depuis l'annonce de l'octroi de près de 160 millions pour faciliter le processus d'audit du fichier électoral dans la perspective des élections de 2026 au Bénin, des préoccupations subsistent quant à la gestion efficace de budget. Reçu sur Canal 3 Bénin, le président du comité de pilotage de l'audit du fichier électoral a tenu à rassurer sur la bonne gestion des ressources, donnant des détails sur les dépenses prévues à cet effet.

D'abord, sur le processus devant conduire à l'audit du fichier électoral, Jean-Baptiste Elias a souligné que le comité de pilotage est com-

posé de six membres, dont quatre de la société civile, un (1) représentant des partis de l'opposition et un (1) représentant des partis de la mouvance. À ce jour, un membre dudit comité n'est toujours pas désigné. Il s'agit notamment du représentant des partis politiques de la mouvance. À ce sujet, le président du Fonac a précisé que des démarches ont été menées auprès des partis concernés. Une correspondance a été envoyée le 31 janvier 2025 à tous les partis politiques de la mouvance pour le leur notifier, a fait savoir Jean-Baptiste Elias. Mais pour l'heure, la désignation du sixième membre du co-

mité n'est pas encore effective. Selon ses explications, seul le parti Mouvement des élites engagées pour l'émancipation du Bénin (Moele-Bénin), dirigé par Jacques Ayadji, a reçu le comité pour l'écouter sur l'opération en cours. Les autres n'ont pas encore donné suite, en dehors de l'Union Progressiste le Renouveau qui a donné rendez-vous au comité, le 10 mars.

Par ailleurs, si après le péripétie auprès des partis politiques, la mouvance ne désigne toujours pas son représentant au sein du comité, le travail se poursuivra, a rassuré le président

Jean-Baptiste Elias. Il dit d'ailleurs ne pas être surpris de l'attitude des partis de la mouvance, car, selon lui, ce n'est pas propre au Bénin.

Sur la question de l'audit proprement dit, Jean-Baptiste Elias dévoile que «ce sont les experts internationaux qui vont faire le travail» d'audit du fichier électoral et que «ce n'est pas le comité de pilotage».

Tout sur le travail à faire et comment sera géré le fonds

Plus loin, le président du comité de pilotage de l'audit du fichier électoral précise : «Nous avons déjà pris nos

dispositions pour lancer un appel à candidature afin que les experts (...) viennent faire le travail en toute indépendance», rassure-t-il. «Ces experts vont mettre en jeu leur crédibilité», prévient Jean Baptiste Elias, soulevant ainsi la question de la crédibilité du travail et de la responsabilité des sachants.

Concernant le budget alloué au comité de pilotage, Jean-Baptiste Elias a donné des détails sur son utilisation. Selon lui, ce fonds servira, entre autres, à la location d'un appartement comme siège, qui sera mis à la disposition du comité, mais également à la dispo-

sition des experts afin de mener à bien la mission qui leur est confiée. Le fonds servira également au recrutement d'un comptable spécialisé dans la gestion des fonds publics, d'un agent de contrôle financier spécialisé et d'un agent chargé des marchés publics.

Le montant de près de 160 millions prend aussi en compte les frais de carburant, d'électricité, d'eau, ainsi que l'acquisition de matériel de travail, tels qu'une photocopieuse et un ordinateur, le tout évalué à plus de trois millions de francs Cfa. Toujours concernant le budget, un forfait journalier de 45 000 francs par jour est prévu pour chacun des cinq membres du comité de pilotage. Le comité étant composé de six membres, le président Jean-Baptiste Elias a décidé de travailler bénévolement. «J'ai écrit au ministre de la Justice et de la Législation pour lui dire que, pour mon pays, je décide de ne prendre aucun franc pour le travail que je vais faire pendant toute la durée», a-t-il déclaré. Cette décision re-

lève, selon lui, d'un sens de patriotisme et de reconnaissance envers son pays. Jean-Baptiste Elias rappelle par ailleurs que ce n'est pas la première fois qu'il renonce à des rémunérations puisque pour le même exercice pratiquement en 2022, il avait fait la même option.

Poursuivant, il fait savoir qu'une rémunération de 83 348 000 francs Cfa est prévue pour les quatre experts qui conduiront l'audit, ce qui représente environ la moitié des fonds mis à la disposition du comité. Un montant de 300 000 francs est prévu pour la communication des membres du comité et un autre de 300 000 francs pour les médias, même s'il considère que c'est peu. Enfin, un montant de 14 millions est réservé aux imprévus, mentionne le président du Fonac.

Le comité de pilotage aura pour mission de préparer tout ce qui sera nécessaire jusqu'à l'arrivée des experts chargés de la tâche. Ensuite, il

servira d'interface entre les experts et toutes les parties prenantes qui seront sollicitées. De plus, le comité de pilotage devra faciliter les rencontres des experts avec les services compétents en charge des bases de données ainsi que, si possible, avec l'exécutif béninois.

Parlant toujours du processus de l'audit du fichier électoral, Jean-Baptiste Elias a annoncé qu'un atelier de validation aura lieu avec la participation de toutes les parties prenantes, aussi bien de l'opposition, de la société civile que de la mouvance, après le travail réalisé par les experts. À la suite des recommandations issues de cet atelier de validation, le comité de pilotage se chargera du suivi du travail et de l'application stricte des mesures en vue de s'assurer de la fiabilité et de la crédibilité du fichier électoral pour des élections transparentes. «Ce travail va se faire dans les règles de l'art. Il s'agit d'un travail technique», a indiqué Jean-Baptiste Elias.

Cotonou

La mairie annonce une opération de contrôle des taxi-motos «zémidjans»

 **Amanda DACKÉY**

À partir du 1^{er} avril 2025, la mairie de Cotonou lance une opération de contrôle des taxi-motos, communément appelés «zémidjans», afin de lutter contre les fausses immatriculations et garantir le paiement de la taxe d'exploitation.

Tarifs de la taxe annuelle :

4 800 F pour les taxi-motos à deux (2) roues

7 200 F pour les taxi-motos à trois (3) roues

NB : Ces montants n'incluent



pas les frais d'enregistrement, fixés à 300 F.

Tous les conducteurs de taxi-motos sont invités à se présenter à la régie princi-

pale des recettes non fiscales, située au quartier Gbédegbé dans le 13^e arrondissement, au plus tard le lundi 31 mars 2025, pour s'acquitter de la taxe.

Passé ce délai, les contrevenants devront s'acquitter du montant dû, majoré d'une pénalité de 50 %, ainsi que des frais de fourrière pour

recupérer leur moto.

L'annonce a été faite ce mardi 25 février 2025 sur la page Facebook officielle de la ville de Cotonou.

Grande mobilisation de la jeunesse du Br à Porto-Novo

Bénin Vision 2026 milite pour le maintien de la dynamique Talon

(Un événement soutenu par le président Abdoulaye Bio Tchané)

Latifath KOWENOU

Les jeunes du mouvement Bénin Vision 2026, regroupés au sein du parti Bloc Républicain, ont sonné l'heure de la grande mobilisation à Porto-Novo, ce dimanche 23 février 2025. Ce mouvement, présidé par Hyppolite AHONDEME, a une fois de plus réaffirmé son engagement en faveur de la continuité des actions du chef de l'État Patrice TALON. L'événement s'est tenu à la Maison des jeunes de Djegan-Kpèvi, en présence des leaders du parti et du patriarche Karim Da-Silva.

La Maison des jeunes était comble, rassemblant des fils et des filles du Bénin, venus de divers horizons. Sous les couleurs du Cheval Blanc Cabré, emblème du Bloc Républicain, les jeunes du mouvement Bénin Vision 2026 ont témoigné de leur détermination à porter toujours plus haut les idéaux du parti. Pour la coordinatrice du



mouvement, Marlène GBO-DO, « Il revient aux fils et filles du Bénin de s'unir pour défendre les idéologies du parti, car lorsque deux forces s'unissent, leur efficacité est décuplée. » Elle a ainsi exhorté la jeunesse à renforcer les rangs du Bloc Républicain, sans calcul ni réserve.

Préserver l'élan initié par le président Patrice TALON depuis 2016 demeure la priorité des militants et militantes. Dans cette optique, le représentant du président du Bloc

Républicain, Romulus BIO-KOU, a salué l'étape franchie grâce au mouvement Bénin Vision 2026, qui vient renforcer le parti à Porto-Novo. Toutefois, il a souligné que « l'objectif ultime reste la victoire en 2026. »

Encourageant la jeunesse du parti à renforcer sa cohésion et à intensifier son engagement sur le terrain, Sofiatou ONIFADE, coordinatrice du Bloc Républicain dans le département de l'Ouémé, a insisté sur la nécessité d'une

mobilisation accrue : « Le moment est plus que jamais à l'union et à la cohérence. Serons-nous les mains. La bataille ne sera pas facile, mais elle est loin d'être insurmontable. Nous allons chercher, creuser, bêcher et ne laisser aucun endroit où la main ne passe et ne repasse. »

De son côté, Hyppolite AHONDEME, président du mouvement Bénin Vision 2026, a lancé un appel à la jeunesse béninoise pour qu'elle rejoigne massivement

le Bloc Républicain, afin d'assurer la pérennité des réformes engagées par Patrice TALON. « J'invite tous les jeunes béninois à rallier le Bloc Républicain afin que nous puissions travailler ensemble pour poursuivre le développement amorcé par le président Patrice TALON. Ce que le président a entrepris, nous devons continuer à le concrétiser sur la même lancée. C'est pourquoi j'appelle toute la jeunesse du Bénin à rejoindre le Bloc Républicain, le parti des jeunes. » Il a ensuite exprimé sa gratitude envers les militants ayant contribué au succès de cette mobilisation.

Sous son impulsion, les jeunes du Bloc Républicain comptent dynamiser la base du parti afin de contribuer au rayonnement du Bénin, tout en maintenant la dynamique engagée par le président Patrice TALON. Cette première mobilisation marque le point de départ d'une série d'actions d'envergure à travers les communes du pays.



Le Bénin frappé par un autre deuil

Le département du Zou orphelin de son préfet

Amanda DACKY

Le Bénin perd une nouvelle figure de son administration. Moins d'une semaine après la disparition tragique du ministre Kouaro Yves Chabi, le préfet du département du Zou, Aimé Firmin Kouton, a tiré sa révérence ce mardi 25 février 2025 à

Cotonou. Selon l'un de ses collaborateurs, et d'après les informations rapportées par Bip Radio, il aurait succombé à une crise cardiaque. Son départ laisse un vide au sein de l'administration territoriale. Toutefois, les circonstances exactes de son décès n'ont pas encore été officiellement précisées.



Session extraordinaire à l'Assemblée nationale

Voici les sept dossiers à examiner en quinze jours

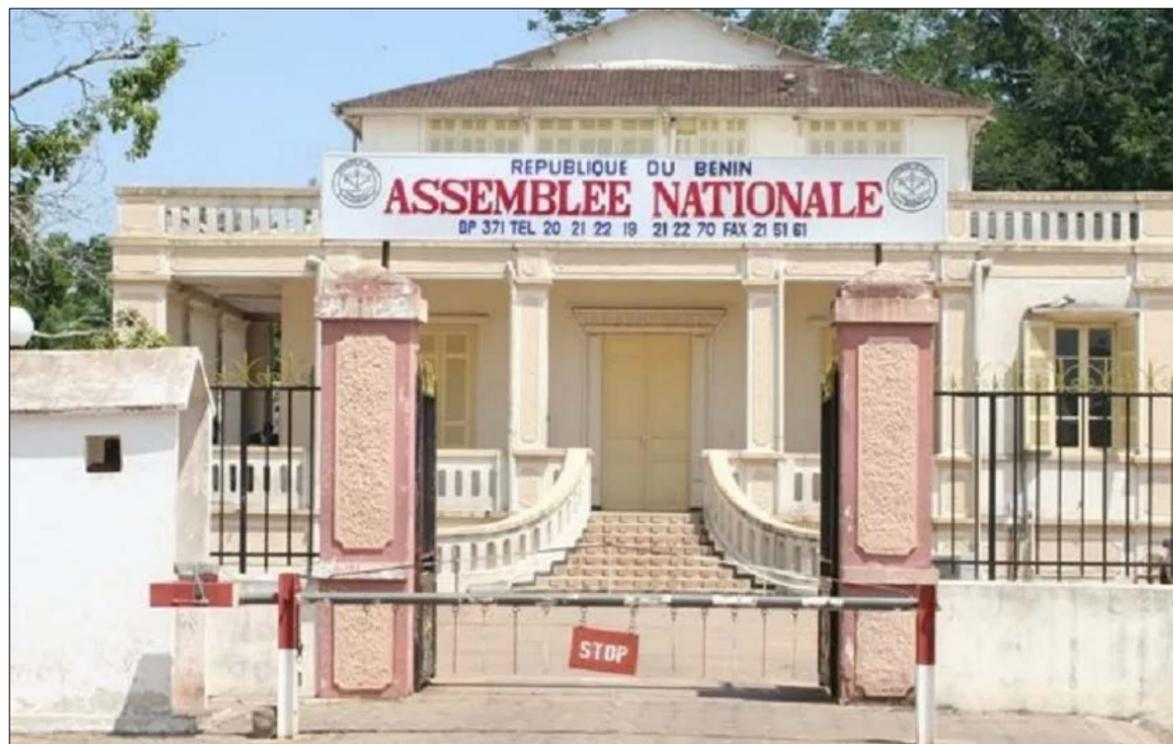
Vincent ZOMAHOUN (Stg)

L'urgence de certains dossiers oblige les élus parlementaires à retourner à l'Assemblée dès ce jeudi 27 février. Pour cette session extraordinaire, ils ont quinze jours au plus pour examiner sept dossiers de la République, dont celui de la loi sur la chefferie traditionnelle.

Les députés de la 9^e mandature ont préféré écarter leurs vacances pour se pencher sur des dossiers brûlants. Parmi les sept points inscrits à l'ordre du jour figurent :

Le projet de loi portant cadre juridique de la chefferie traditionnelle ;

Le projet de loi-cadre sur la construction et l'habitation ;



Le projet de loi portant modification de la loi n° 2022-05 du 27 juin 2022 relative au statut des magistrats de la Cour suprême ;

Le projet de loi n° 2022-06 du 27 juin 2022 portant statut des magistrats de la Cour des comptes ;

Le projet de loi modifiant et complétant la loi n° 2012-15 du 18 mars 2013 portant code de procédure pénale en République du Bénin ;

Le projet de loi portant dispositions spéciales de procédure relatives à l'organisation de la défense des

intérêts de l'État devant les juridictions et portant création de l'Agence judiciaire de l'État ;

Le projet de loi autorisant l'adhésion du Bénin au Traité de Marrakech, visant à faciliter l'accès des aveugles, des déficients visuels et des personnes

ayant d'autres difficultés de lecture aux textes imprimés ou aux œuvres publiées, adopté le 27 juin 2013.

Il s'agit de la toute première session extraordinaire de l'année à l'hémicycle, à Porto-Novo, la ville aux quatre noms. En prélude à son ouverture, les députés ont participé à un séminaire visant à leur permettre de mieux s'imprégner des dossiers à examiner. Ce séminaire, coorganisé par l'Assemblée nationale et le ministère en charge de la Justice, a offert aux participants l'occasion d'apporter leur expertise et de contribuer à l'amélioration des textes avant leur étude en plénière.

Pour les parlementaires, l'examen de ces dossiers représente une avancée majeure pour le pays.



Mairie de Cotonou

Suspension des chantiers illégaux sur la Route des Pêches

Amanda DACKY

Tout chantier non autorisé et identifié dans le périmètre nord de la Route des Pêches sera immédiatement suspendu, conformément aux recommandations du rapport d'audit général des constructions situées dans la zone.

C'est ce qu'a annoncé le Secrétaire Exécutif de la mairie de Cotonou à travers la page Facebook de la ville ce mardi 25 février 2025. Ainsi, tous les

maîtres d'ouvrage concernés sont invités à régulariser leur situation dans les plus brefs délais, en application des dispositions du décret n° 2024-1051 du 24 juillet 2024 portant approbation du règlement d'urbanisme de la zone littorale et balnéaire de la République du Bénin.

Le suivi rigoureux de cette mesure incombe aux chefs d'arrondissement et aux élus locaux des quartiers concernés.





MAIRIE DE COTONOU
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



SECRETARIAT EXÉCUTIF
03 BP - 1777
Cotonou - BÉNIN
Tél : +229 21 30 95 69
mairiecotonou.infos@gouv.bj
www.cotonou.mairie.bj

Cotonou, le 24/02/2025

N° 022 /MCOT/SE/DSI-DADE/SNP/DPER

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Secrétaire Exécutif de la mairie de Cotonou informe la population qu'en **exécution des recommandations du rapport d'audit général des constructions** érigées dans le périmètre nord de la route des pêches, il est procédé à la **suspension de tous les chantiers non autorisés et identifiés dans le domaine.**

A cet effet, tous les maîtres d'ouvrage sont invités à régulariser leur situation, sans délai, conformément aux dispositions du **décret n° 2024-1051 du 24/07/2024 portant approbation du règlement d'urbanisme de la zone littorale et balnéaire en République du Bénin.**

En tout état de cause, les chefs d'arrondissements et les élus locaux des quartiers concernés sont chargés du respect strict de la présente mesure.

Le Secrétaire Exécutif compte sur la diligence habituelle et la compréhension de toutes et de tous.



Anges Patérne AMOUSSOUGA
Secrétaire Exécutif



Moins de trois semaines après sa nomination

Le Dgpr Allowanou fait ses premières nominations et affectations

Anselme ORICHA

Ce mardi 25 février 2025 marque un tournant décisif pour la Police républicaine du Bénin. Le nouveau Directeur général, Brice Allowanou, récemment nommé en Conseil des ministres le 5 février 2025, a procédé à d'importantes nominations dans plusieurs directions stratégiques de l'institution.

promus ou affectés à de nouveaux postes, renforçant ainsi l'équipe rapprochée du nouveau patron de la police. Ces nominations touchent divers secteurs clés.

Il s'agit notamment du Cabinet du Directeur général, où de nouveaux collaborateurs stratégiques ont été choisis pour accompagner la vision et les réformes qui seront initiées par Brice Allowanou.

police et les Directions techniques, qui jouent un rôle crucial dans le contrôle interne et l'efficacité opérationnelle de l'institution.

Le Commissariat spécial du port de Cotonou et le Commissariat central de Porto-Novo, des postes sensibles en matière de sécurité urbaine et portuaire, reflétant la volonté de renforcer la sécurité dans ces zones stratégiques.

tales de la police dans le Couffo, le Littoral et les Collines, témoignant d'une réorganisation territoriale pour une meilleure couverture sécuritaire.

Les changements ne s'arrêtent pas là. Des ajustements ont été opérés à la Direction des ressources humaines ainsi qu'à celle de l'information et de la communication. Ces modifications visent à améliorer la gestion interne et la communication institution-

nelle, en phase avec les défis sécuritaires actuels.

Tous les 22 officiers nommés sont attendus pour leur prise de fonction au plus tard le jeudi 27 février 2025. Cette rapidité dans l'exécution témoigne de l'urgence, pour le nouveau Directeur général, d'impulser une nouvelle dynamique au sein de la Police républicaine.

Voici la liste des 22 officiers nommés et affectés.

Au total, 22 officiers ont été

L'Inspection technique de la

Les Directions départemen-



MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE PUBLIQUE
REPUBLIQUE DU BENIN
DIRECTION GENERALE DE LA POLICE REPUBLICAINE

TEL : 00229 21 31 34 80 / 21 31 34 81
01 BP : 353 COTONOU
Email : contact@dgpr.bj
Site : www.dgpr.bj

DECISION N° 2025-516/DGPR/DRH/SPR/HGP/SA du 24 février 2025 portant nomination et affectation de vingt-deux (22) officiers de la Police républicaine

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA POLICE REPUBLICAINE

- Vu la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin, telle que modifiée par la loi n° 2019-40 du 07 novembre 2019 ;
 - vu la loi n° 2017-41 du 29 décembre 2017 portant création de la Police républicaine telle que modifiée par la loi n° 2020-14 du 03 juillet 2020 ;
 - vu la loi n° 2020-16 du 03 juillet 2020 portant statut spécial des personnels de la Police républicaine ;
 - vu la décision portant proclamation le 21 avril 2021 par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 11 avril 2021 ;
 - vu le décret n° 2025-001 du 06 janvier 2025 portant composition du gouvernement ;
 - vu le décret n° 2021-401 du 28 juillet 2021 fixant la structure-type des ministères, tel que modifié par le décret n° 2022-476 du 03 août 2022 ;
 - vu le décret n° 2023-372 du 19 juillet 2023 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique ;
 - vu le décret n° 2023-357 du 12 juillet 2023 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Economie et des Finances ;
 - vu le décret n° 2021-456 du 15 septembre 2021 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction générale de la Police républicaine ;
 - vu le décret n° 2025-055 du 05 février 2025 portant nomination du Directeur général de la Police républicaine ;
- pour les nécessités de service,

DECIDE

Article premier

Les officiers de la Police républicaine dont les noms suivent, reçoivent les nominations et affectations ci-après.

Il s'agit de :

N°	NOM ET PRENOMS	GRADE	ANCIENNE UNITE	NOUVELLE UNITE	OBS
SECRETARIAT PARTICULIER DU DIRECTEUR GENERAL DE LA POLICE REPUBLICAINE					
1	ISSA Awal	CP1	SA/CAB	SP/DGPR	SECRETAIRE PARTICULIER

CABINET DU DIRECTEUR GENERAL DE LA POLICE REPUBLICAINE					
1	HOUNTOGAN Loisel Rolland	CDP	PCD/DDPR COUFFO	CAB/DGPR	CHEF DE CABINET
CENTRE DE PREVENTION ET DE GESTION DE CRISES					
DIVISION DE LA PLANIFICATION OPERATIONNELLE					
1	ABOUTA Jean Gontran	CDP	SEA/IT	DPO/CPGC	CHEF DIVISION
INSPECTION TECHNIQUE DE LA POLICE REPUBLICAINE					
SERVICE DE CONTROLE, DE L'INSPECTION ET DE L'AUDIT INTERNE					
1	FAGNIMON Kotchami Geneviève	CDP	DPO/CPGC	SCIAT/IT	CHEF SERVICE

DIRECTIONS TECHNIQUES					
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES					
1	ACHEDEMESSI Mathias	CGP	PCD/DFS	DRH	DIRECTEUR
2	AWO A. I. A. Rachidi	CDP	SCIA/IT	DRH	ADJOINT AU DIRECTEUR
3	ADJANOHOUN K. Félix Ismaïla	CGP	PCD/CAB	DRH/AD	
4	LEKOSSA Darius	CGP	PCD/DSIC	DRH/AD	
5	GBADAMASSI Akim Ibikounié	CDP	PCD/DENBAP	DRH/AD	
6	BOULE Amidou Eugène	CPP	CS PORT	DRH/AD	
7	FATOUMBI Moboladji Bariou	CMP	CC PORTO-NOVO	DRH/AD	
DIRECTION DE LA FORMATION ET DES SPORTS					
1	AGBLO Lambert Kouassi	CGP	PCD/CCUT	DFS	DIRECTEUR
ECOLE NATIONALE DES BRIGADIERS ET AGENTS DE POLICE					
1	DOVONOU Olivier	CPP	PCD/DDPR BORGOU	ENBAP	DIRECTEUR
DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION					
1	BOKO Firmin William Comlan	CGP	PCD/DRH	DSIC	DIRECTEUR
COMMANDEMENT CENTRAL DES UNITES TERRITORIALES					
1	SEGBO Mèmèvo Roger Gaudens	CDP	PCD/DRH	CCUT	COMMANDANT CENTRAL ADJOINT AU COMMANDANT CENTRAL
2	KOWOTAKPARA Gado	CDP	PCD/DFS	CCUT	
BUREAU DE L'ADMINISTRATION ET DU SOUTIEN LOGISTIQUE					
1	ZOUNDA Mathias Vigninou	CP1	SSE/DPS	BASL/CCUT	CHEF BUREAU
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA POLICE REPUBLICAINE DES COLLINES					
1	AGASSOUNOU Luc Dieudonné	CDP	DE/DENSP	DDPR COLLINES	DIRECTEUR
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA POLICE REPUBLICAINE DU COUFFO					
1	HOUNGBEDJI Cohovi René	CDP	PCD/DDPR COLLINES	DDPR COUFFO	DIRECTEUR
1	WOUDECON Médard	CPP	SER/DERCCT	DDPR LITTORAL	ADJOINT AU DIRECTEUR

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA POLICE REPUBLICAINE DE L'OUEME					
COMMISSARIAT CENTRAL DE PORTO-NOVO					
1	DA-SILVA Shéhou Paolo	CMP	PCD/DDPR LITTORAL	CC PORTO-NOVO	COMMISSAIRE CENTRAL
COMMANDEMENT CENTRAL DES UNITES SPECIALISEES					
COMMISSARIAT SPECIAL DU PORT					
1	AKOUEGNON Afoudji Alexandre	CMP	SP/DGPR	CS PORT	COMMISSAIRE

Article 2

Les officiers de la Police républicaine susnommés doivent impérativement prendre service le jeudi 27 février 2025 à 16 heures au plus tard.

Article 3

La présente décision, qui tient lieu de notification, abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Le Directeur général de la Police républicaine

Kokou BRICE ALLOWANOU
Contrôleur général de Police



Autorisation de l'audit du fichier électoral

La CEDEAO émerveillée par l'ouverture de Patrice Talon

Vincent ZOMAHOUN (Stg)

L'accord favorable du président Patrice Talon à la demande de l'opposition, relative à l'audit du fichier électoral, suscite déjà des réactions. C'est notamment le cas de la CEDEAO. L'institution sous-régionale a exprimé son appréciation au président de la Commission électorale ce mardi 25 février 2025.

« Le fait d'avoir accepté, sans discuter, le budget proposé pour l'audit constitue, de mon point de vue, une ouverture importante. » C'est ainsi qu'Amadou Diongue, représentant résident de la CEDEAO au Bénin, s'est exprimé lors de ses échanges avec les membres de la Commission électorale nationale autonome (CENA), ce mardi 25 février, au siège de l'institution à Cotonou.

Pour rappel, l'opposition a dénoncé l'actuel fichier électoral et souhaité son audit. Le président Patrice Talon, favorable à cette requête, a

mis à la disposition du comité de pilotage près de cent soixante millions de francs CFA. Cette posture du chef de l'État a été saluée par la CEDEAO, qui a exprimé son assentiment par l'intermédiaire de son représentant résident au Bénin.

Amadou Diongue reconnaît que le pays connaît, depuis quelques années, une évolution extrêmement rapide de son système d'identification des personnes, ce qui constitue une avancée significative pour son organisation. Pour lui, cette démarche mérite d'être saluée, car elle permet de rassurer toutes les parties prenantes quant à la fiabilité de la liste électorale.

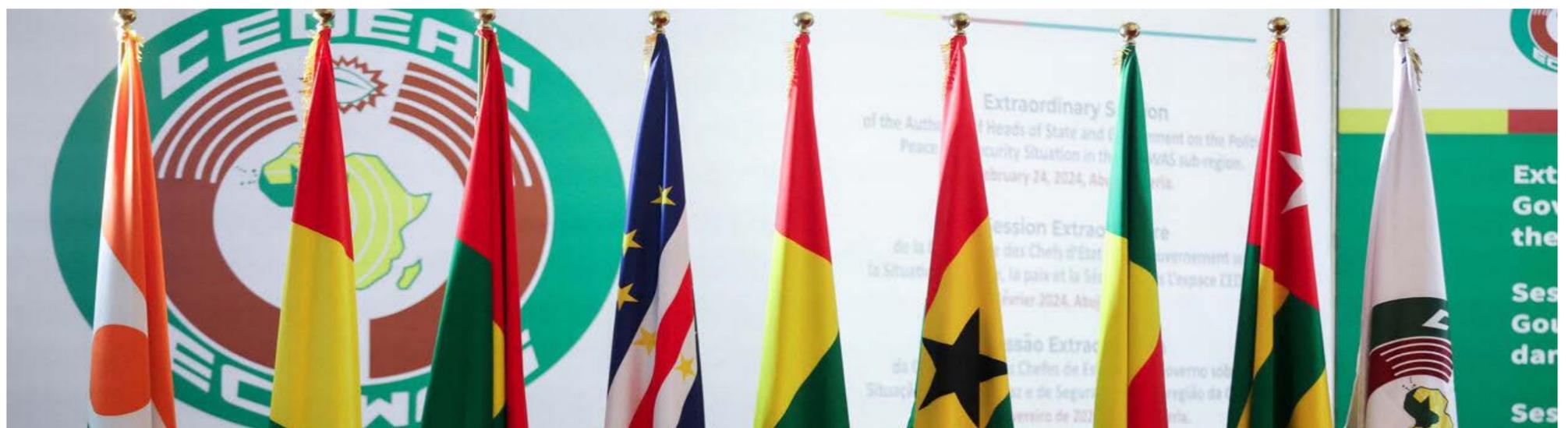
Par ailleurs, le représentant de la CEDEAO estime que cette décision du président de la République montre son refus de mélanger le « politique » et le « technique », ce qui traduit une volonté de transparence. « Dans une certaine mesure, ce qu'on appelle le système d'extraction de la liste électorale est une



opération plus technique qu'autre chose. Mais à partir du moment où il y a un enjeu politique, la liste électorale dépasse le cadre purement

technique. Elle prend une connotation politique, et je pense que c'est à cela que le président de la République a voulu répondre d'une ma-

nière ouverte et volontaire (...) C'est une avancée importante qui rassure et garantit une certaine transparence », s'est-il réjoui.



Olusegun Obasanjo reçu par Diomaye Faye

Un dialogue stratégique pour l'avenir de l'Afrique

Faosiya SEFOU

L'ex-président nigérian Olusegun Obasanjo a été reçu ce lundi 24 février 2025 au Palais de la République sénégalaise par le président Diomaye Faye. Cette visite de haut niveau, marquée par des échanges approfondis sur les enjeux politiques, économiques et sociaux du continent africain, témoigne d'une volonté commune de renforcer la coopération entre les nations africaines.



Cette rencontre intervient dans un contexte où l'Afrique est confrontée à des défis mondiaux croissants, allant de la sécurité alimentaire à la transition énergétique. Les relations entre le Nigeria et le Sénégal, deux puissances régionales, jouent un rôle clé dans la construction d'un avenir stable et prospère pour le continent. La visite d'Obasanjo est ainsi perçue comme un symbole fort de l'engagement des leaders africains à unir leurs forces pour promouvoir la coopération et relever ensemble les défis communs.

Au cœur des discussions figuraient plusieurs questions majeures, notamment

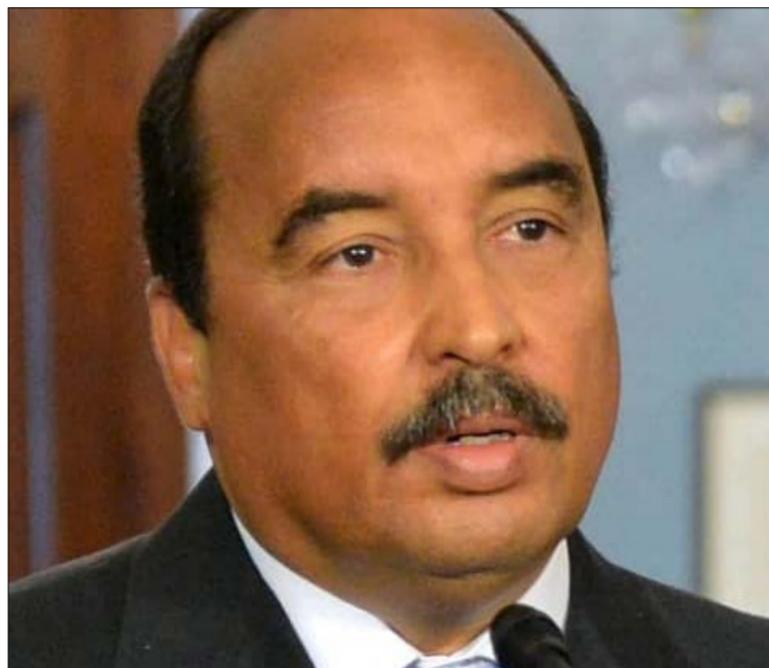
le renforcement des relations bilatérales entre le Sénégal et le Nigeria. Les défis de la sous-région et du continent dans son ensemble ont également été abordés.

Afrique du Nord

20 ans de prison requis contre l'ancien chef d'État de la Mauritanie

Faosiya SEFOU

Accusé de détournement de fonds publics, l'ex-président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, au pouvoir de 2009 à 2019, risque une peine de 20 ans de prison, requise par le procureur général. Ce réquisitoire intervient en appel après sa condamnation à cinq ans de prison en décembre dernier.



vente de biens de l'État à des prix sous-évalués, ainsi que des abus de pouvoir. Cette affaire, qui captive l'attention des Mauritanien et de la communauté internationale, suggère un changement dans le paysage politique du pays, où les anciens dirigeants se sont souvent protégés contre les poursuites.

tracteurs de l'ex-président exprimant des opinions divergentes sur son héritage. Les avocats d'Ould Abdel Aziz soutiennent qu'il est victime d'un acharnement politique orchestré par son successeur, l'actuel président Mohamed Ould Ghazouani, qui a promis de lutter contre la corruption et d'instaurer une transparence accrue dans la gestion des affaires publiques. Un argument qui alimente les tensions autour de ce dossier hautement politique.

Les accusations portées contre Ould Abdel Aziz

incluent la gestion opaque de contrats pétroliers, la

Tourisme

L'Agence de voyage de luxe Abercrombie & Kent sélectionne le Bénin pour un séjour d'exception

Le vendredi 21 février 2025, un jet privé de la prestigieuse agence de voyage de luxe Abercrombie & Kent a atterri à Cotonou, avec à son bord un groupe de voyageurs internationaux venus découvrir les multiples atouts touristiques du Bénin. Ces voyageurs de luxe qui ont séjourné au Sofitel Cotonou Marina Hotel & Spa, ont également visité la cité lacustre de Ganvié, suivie d'une excursion au cœur de la cité historique de Ouidah. Ce séjour illustre l'attractivité croissante du Bénin, une destination incontournable en Afrique pour une clientèle à la recherche d'expériences de luxe mémorables. Après la récente arrivée du navire Seabourn Sojourn, ce nouveau séjour démontre l'intérêt grandissant des touristes internationaux pour cette destination unique, un vé-

ritable Monde de Splendeurs à découvrir.

Abercrombie & Kent : L'une des plus grandes agences de voyage de luxe au monde

Abercrombie & Kent, fondée en 1962, est l'une des agences de voyages les plus prestigieuses et reconnues à l'échelle mondiale dans le secteur du tourisme de luxe personnalisé et sur-mesure. Spécialisée dans l'organisation de voyages sur mesure, l'agence offre des expériences uniques alliant luxe, aventure et authenticité à une clientèle exigeante. Abercrombie & Kent propose des circuits personnalisés, incluant des safaris, des croisières d'expédition, et des voyages de découverte, le tout dans des destinations soigneusement sélectionnées. Sa réputation repose sur un service

exceptionnel et des itinéraires de qualité supérieure, garantissant à ses clients une expérience inoubliable.

Le Bénin : Un Monde de Splendeurs qui séduit les voyageurs haut de gamme

Le séjour des clients d'Abercrombie & Kent au Bénin reflète la montée en popularité de la destination auprès des touristes internationaux en quête d'expériences exclusives. Cette visite renforce l'attractivité du Bénin, classé en 2024 parmi les 10 meilleures destinations à découvrir par Lonely Planet et dans le Top 25 des nouvelles destinations à explorer selon AFAR. Après le passage du bateau de croisière Seabourn Sojourn, l'arrivée de ce jet privé confirme la position du Bénin comme une destination touristique haut de gamme



de premier plan en Afrique de l'Ouest.

Monsieur Sindé CHEKETE, Directeur Général de l'agence Bénin Tourisme, déclare : « L'arrivée d'Abercrombie & Kent et de ses voyageurs illustre l'attrait croissant du Bénin auprès d'une clientèle exigeante. Nous sommes persuadés que cet intérêt majeur renforcera notre position en tant que destination incontournable pour les amateurs de voyages exclusifs, mémorables et haut de gamme. »

À propos de Bénin Tourisme

Bénin Tourisme est l'Agence officielle de l'État béninois, en charge de la promotion et du développement du tourisme. Avec pour mission de faire du Bénin une destination incontournable, elle se consacre à valoriser les atouts touristiques du pays à travers des initiatives innovantes et des collaborations qualitatives. Bénin Tourisme invite les voyageurs à découvrir « Un Monde de Splendeurs », où l'authenticité, la diversité culturelle et l'hospitalité béninoise offrent une expérience mémorable.

Conflit dans l'Est de la RDC

Des facilitateurs désignés pour la paix

Faosiya SEFOU

À un nombre de trois, ces anciens chefs d'État africains ont été désignés à l'issue du sommet extraordinaire de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Il s'agit notamment d'Uhuru Kenyatta, ex-président du Kenya, d'Olusegun Obasanjo, ancien chef de l'État nigérian, et d'Hailemariam Desalegn, ex-Premier ministre éthiopien. Leur mission principale consistera à superviser la mise en œuvre du cessez-le-feu entre les belligérants. En tant que facilitateurs de paix, ils devront également coordonner l'aide humanitaire et accompagner les négociations

en vue d'une solution durable.

Dans un contexte de tensions croissantes en République démocratique du Congo (RDC), ces trois éminents dirigeants africains ont été désignés pour favoriser un dialogue constructif entre les différentes parties impliquées dans le conflit.

Les discussions devraient se concentrer sur plusieurs points essentiels, notamment la désescalade des tensions à l'Est du pays, la protection des droits de l'homme et le renforcement des institutions démocratiques. Les facilitateurs organiseront aussi des réunions avec les acteurs locaux, les organisations de la société civile et les représentants des



communautés affectées par le conflit. Cette initiative vise à fusionner les processus de paix déjà en cours à Luanda et Nairobi, avec l'ambition d'aboutir à une résolution complète du conflit.

Les anciens dirigeants africains joueront un rôle clé dans la relance des discussions entre les parties prenantes.

Ils veilleront à ce que les engagements pris lors des précédentes négociations soient respectés. L'intensification des violences dans l'Est du pays depuis décembre dernier, marquée par la prise de Goma et Bukavu par les rebelles, a renforcé la nécessité de cette intervention internationale. Ce nouveau cadre de médiation, soutenu par les

communautés régionales, espère apporter une issue à cette crise humanitaire et politique qui dure depuis des années.

Les appels à la paix et à la réconciliation résonnent dans tout le pays, et cette nouvelle initiative pourrait marquer un tournant dans la quête d'une stabilité tant désirée.





+229 01 52 38 36 38



LIVE

www.gueritetvmonde.bj

ÉMISSION DE CULTURE
GÉNÉRALE

LA JAUGE

LUNDI AU VENDREDI, 11H45-12H45

Testez vos méninges et boostez votre mémoire en direct

Avec

Chamss-Deen **BADAROU**

